

ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

13EME SESSION

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES,

DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'AUDIOVISUEL

Mardi 07 septembre 2010

Monsieur le Président,
Mesdames les Sénatrices,
Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Au nom de mon équipe, ici présente et largement renouvelée, je vous remercie de nous avoir conviés devant votre Assemblée pour faire un point de situation sur le réseau et l'Agence en ce début d'année scolaire 2010-11. Permettez moi de vous présenter **mes nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs** : **Olivier BOASSON**, nouveau Directeur adjoint, précédemment Cocac à Ottawa **Jean-Paul NEGREL** qui a repris en cours d'année le Secrétariat général où il sera secondé par **Michel BOUDOUX**, ancien **gestionnaire comptable, responsable des services administratifs et financiers au Lycée de Madrid**; son prédécesseur, **Philippe RIBIERE** reprend à Nantes la direction du Service juridique, **Bernard PUJOL**, ancien Proviseur à Buenos Aires et Johannesburg, reprend le secteur Europe, **Joëlle JEAN**, Inspectrice de Lettres reprend le Service pédagogique, secondée pour tout le secteur primaire par **Thierry HOUYEL**, anciennement en résidence à Athènes, **Laurent SIGNOLLES** qui reprend , secondé par **Philippe TERNOY**, qui arrive d'Istanbul, la cellule audit-conseil pour les conventionnés et EGD. Et puis, je voudrais aussi vous présenter **Raphaëlle DUTERTRE**, qui sera l'interlocutrice la plus importante désormais pour vous : Raphaëlle DUTERTRE aura la double fonction de Chef de cabinet et de chargée des relations avec les élus. Florent VERGES , au sein de l'équipe de communication a rempli avec talent la lourde tâche de la préparation des réponses aux questions et courriers ; mais le service de communication a besoin de lui à plein temps et la relation avec votre assemblée ainsi qu'avec les parlementaires exige également un traitement à la hauteur de vos attentes ; Raphaëlle DUTERTRE, qui a exercé dans le passé les fonctions d'attachée parlementaire et, jusqu'à tout récemment celles de présidente de l'association des parents d'élèves du collège Marc Chagall à Tel Aviv a toutes les compétences pour exercer cette fonction.

Où en est l'AEFE en ce mois de septembre 2010 et comment se passe la rentrée?

1 – L'AEFE CONFORTÉE DANS SON POSITIONNEMENT

J'ai eu l'occasion depuis un an de vous tenir au courant des évolutions concernant l'Agence et en particulier des effets de la RGPP 1 et 2 pour l'opérateur public.

Les premières rencontres mondiales qui se sont tenues les 9 et 10 avril ont permis de faire le point sur l'Agence et son rôle de pilote du réseau des établissements français à l'étranger.

Depuis les choses se sont précisées, dans le sens qu'avait indiqué le Ministre lors de son intervention, au Palais des Congrès, le 9 avril.

1.1. L'AEFE ET LA REFORME DU MAEE

Comme l'a rappelé devant vous le Ministre, hier, la réforme du MAEE est entrée dans sa dernière phase avec l'adoption, en juillet, de la loi sur l'action extérieure de l'Etat.

La RGPP 2 a concerné la restructuration du réseau culturel et des différents opérateurs sur lesquels le Ministère va s'appuyer et dont l'AEFE fait partie. La loi a donné clairement et pour la première fois autorité aux ambassadeurs sur tous les opérateurs publics EPA et EPIC (AEFE, Institut français, Campus France et France Expertise internationale). L'opérateur AEFE, lui, reste un EPA. Le fait que l'Institut Français rassemble dans une même entité le SCAC et les établissements culturels ne change rien pour l'Agence. Nos personnels sur le terrain sont sous l'autorité du COCAC et de l'Ambassadeur et l'AEFE sera amenée très vite à établir des partenariats étroits avec ces autres opérateurs.

1.2. L'AEFE EST CONFIRMÉE DANS SES ORIENTATIONS ET SES MOYENS

L'AEFE est aujourd'hui confortée dans son statut, son rôle et ses missions : elle est même invitée à les mettre en oeuvre de manière plus complète encore, notamment en ce qui concerne la coopération éducative.

Pour cela l'AEFE – et c'est un élément exceptionnel qu'il convient de souligner - est confirmée dans ses moyens : Le Premier Ministre l'a dit lors de son intervention devant les Ambassadeurs, le 26 août : les moyens pour l'enseignement français à l'étranger sont maintenus, ce qui, dans le contexte actuel, est inespéré. Je parle ici des crédits destinés au fonctionnement des établissements sur le programme 185. L'aide à la scolarité est un sujet majeur mais nettement séparé et qui doit faire l'objet de décisions spécifiques. Le Ministre en a parlé hier avec vous et nous attendons donc le rapport parlementaire de Mmes Colot et Jouassains.

Ces bonnes nouvelles concernant nos moyens sont le résultat de l'audit RGPP, qui a constaté qu'il était impossible de faire des économies sur l'AEFE ; c'est aussi la reconnaissance de l'excellent travail effectué par tous les personnels du réseau à l'agence comme sur le terrain ; c'est aussi, bien sûr, le résultat de votre soutien constant et fidèle, sur le terrain, relayé au Parlement par les Sénatrices et Sénateurs des Français de l'étranger.

Pour ce qui nous concerne, nous devons nous atteler avec la tutelle à la négociation du COM (Contrat d'objectifs et de moyens). Il s'agit, sur la base du Plan d'orientation stratégique de discuter de la répartition de l'enveloppe qui nous est allouée.

1.3. PREMIER POINT D'ETAPE SUR LA MISE EN OEUVRE DU POS

Sans attendre le COM et comme je vous l'avais annoncé au printemps, nous avons commencé à travailler sur les orientations contenues dans le nouveau Plan d'orientation stratégique.

Au premier plan du POS, nous avons placé la **qualité de l'offre pédagogique** :

L'évolution du service pédagogique permettra de mieux y répondre : renouvelé et étoffé, il va s'attacher à mettre en oeuvre les orientations dégagées avec l'aide de l'IGEN notamment pour l'enseignement des langues, mais aussi poursuivre et intensifier l'effort en matière d'enseignement des sciences et faire de nos établissements des pépinières de formations supérieures d'excellence, notamment en sciences.

Nous avons insisté, lors du séminaire de Marcoussis, l'an passé, sur l'importance de l'évaluation, à tous points de vue. Les résultats des évaluations de CE1 et CM2 sont désormais des éléments de mesure fiables des performances de nos élèves du primaire. Ils nous ont permis de mieux tenir compte des pays où la maîtrise du français pourrait être insuffisante et d'y remédier en nommant en cette rentrée une centaine de résidents supplémentaires. Ils constituent également des paramètres intéressants de mise en valeur de nos établissements par rapport à la concurrence.

Le travail sur l'évaluation concerne aussi la pratique de la notation par les enseignants, en particulier au niveau du baccalauréat. Nous savons que cela peut poser des difficultés sérieuses dans certains pays et nous allons poursuivre et intensifier le travail dans ce domaine avec l'ensemble des IA-IPR.

Enfin, conformément au POS et à l'exigence qu'il énonce de mettre en place des dispositifs de certification des compétences en langues, nous avons élaboré les cahiers des charges et lancé les appels d'offre correspondants afin de mettre à disposition des établissements qui ne les ont pas les outils nécessaires.

La poursuite de la **modernisation du réseau** est également une de nos grandes orientations :

Nous avons engagé le travail de réflexion sur le statut des établissements et lancé une première vague de déconcentration de la gestion des EGD. Tous vont être équipés de matériel de visio-conférence et nous pourrons ainsi, sans surcoût, généraliser la pratique des conférences budgétaires.

Nous réinstallons en cette rentrée la cellule audit et conseil momentanément mise en sommeil depuis la nomination de Jean-Paul NEGREL au poste de SG. Elle voit son rayon d'action étendu aux EGD. Parallèlement et comme nous nous y étions engagés, nous intensifions le travail avec les comités de gestion notamment sur la gouvernance et plus généralement avec les associations de parents. Gestionnaires ou non, ils sont des acteurs majeurs avec lesquels nous souhaitons approfondir le dialogue.

Conformément aux engagements pris en 2008 et confirmés en 2009 par l'audit RGPP et le vote du CA de l'Agence, nous formalisons nos liens avec les établissements simplement homologués. L'Agence est désormais en charge de la procédure d'homologation, en amont, au niveau de l'instruction des dossiers. En aval, nous souhaitons, en accord avec l'IGEN, en améliorer le suivi.

Sur ce terrain, **l'Agence est invitée à se positionner en prestataire de service**. Ces services seront donc désormais systématiquement facturés. Une relation de contractualisation doit donc s'instaurer entre l'AEFE et ces établissements : cela commence par l'utilisation du label « établissement d'enseignement français » et se poursuit avec l'assistance sous forme de conseil (gouvernance, immobilier etc..) et l'accès à la formation continue.

La modernisation du réseau concerne aussi en grande partie **la gestion des personnels** :

- adoption en mai de l'arrêté permettant la réactualisation de l'avantage familial
- poursuite de l'amélioration du traitement des recrutés locaux avec l'élaboration d'une Charte et d'un vade mecum : le constat de fortes disparités, voire de la méconnaissance par les comités de gestion de certains principes essentiels rend ce travail indispensable.
- un meilleur suivi de l'offre de formation continue sera mis en place
- la réflexion sur la gestion de l'ISVL et la possibilité d'une plus grande souplesse, ou, à défaut, de l'introduction d'éléments complémentaires pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie dans certains pays.
- Enfin , élaboration d'un véritable bilan social.

Parallèlement, un projet de convention est en discussion avec le MEN pour clarifier les conditions de recrutement et de retour des personnels.

La poursuite de la modernisation s'applique aussi à l'Agence. Un organigramme sera mis en ligne avec la dénomination des services, le nom de leurs responsables. Le secteur « Egypte-levant –Corne de l'Afrique » disparaît au profit d'une répartition des pays concernés entre les secteurs existants, la partie Maghreb-Madagascar étant séparée de l'Afrique subsaharienne. Cette répartition, qui peut ne pas sembler pertinente en termes géographiques ou géopolitiques, obéit d'abord à la nécessité de tenir compte du nombre d'établissements présents dans la zone. Les efforts engagés se poursuivent pour améliorer le dialogue social, un CHS a été mis en place, ainsi qu'un plan de formation en bonne et due forme.

Mais la confirmation des moyens dévolus à l'agence pour gérer le réseau ne doit pas nous laisser penser que nous sommes « à l'abri » jusqu'en 2013. Au contraire, cette situation tout à fait exceptionnelle s'accompagne pour nous d'exigences accrues. Il nous faut démontrer mieux encore qu'avant que chaque euro est bien dépensé et que les emplois sont mobilisés en fonction de besoins rigoureusement analysés et en phase avec les orientations stratégiques qui nous sont données.

De nombreux défis nous attendent encore. Je n'ai pas parlé de **l'immobilier** car un certain nombre de questions ne trouveront pas de réponse avant plusieurs mois, mais nous devons nous y préparer.

Un travail colossal a été réalisé avec l'aide d'un prestataire par le service immobilier et les établissements concernés pour recenser notre patrimoine lorsqu'il appartient à l'Etat et définir de possibles scénarii d'évolution fonction de leurs besoins : rénovation, mise aux normes, sécurisation, extension, délocalisation. Ce sont les fameux « SPSI » (schémas de stratégie et de programmation immobilière) demandés par France Domaine à tous les opérateurs publics. Ils devront être analysés et discutés avant de choisir des options qui devront tenir compte des moyens dont nous disposerons.

2 - ECHOS DU RESEAU EN CETTE RENTREE SCOLAIRE 2010-2011

Permettez moi de dire d'abord un mot du baccalauréat 2010 dont les résultats sont encore meilleurs que ceux de 2009 avec plus de 95% de réussite, de nombreux établissements affichant 100% et un nombre de mentions également très supérieur aux années précédentes.

Nos élèves se dirigent plus nombreux que l'an passé vers les établissements français d'enseignement supérieur : 8500 ont fait acte de candidature à l'admission post-bac contre 8000 en 2009.

2.1. EFFECTIFS

Les effectifs continuent de progresser d'environ 4 % en moyenne mondiale avec des pics très importants en Asie.

Les données sont en cours de recensement et seront bientôt disponibles par zone et par établissement.

2.2. PERSONNELS :

En ce qui concerne les personnels, le réseau compte **1142 expatriés au 1er septembre 2010** (contre 1203 au 1er septembre 2009). Seuls 3 postes ne sont pas pourvus: un poste de SES à Conakry ; un poste de SES à Haïti ; un poste de sciences physiques en Syrie et des solutions seront trouvées localement.

Le réseau compte également 5370 résidents au 1er septembre 2010 (contre 5241 en 2009). Comme cela arrive à chaque rentrée, un certain nombre de postes ne sont pas pourvus pour différentes raisons qui ne sont pas nécessairement des refus de détachement.

2.3.LES EVENEMENTS QUI MARQUENT CETTE RENTREE

Cette année la rentrée est à peu près calme partout, beaucoup plus calme que l'an passé. Les crises politiques n'affectent la rentrée que de manière très limitée :

A Maputo, les émeutes ont conduit à maintenir le lycée quelques jours de plus. La rentrée s'est effectuée le 6 au matin avec 192 élèves sur les 265 inscrits. Les autres devraient revenir avant la fin de la semaine.

Dans la **zone sahélienne** : dès le lendemain de l'assassinat de M.Germaneau, le cabinet du Ministre et le centre de crise nous ont invité à examiner les dispositions à prendre avant la rentrée. Des travaux avaient déjà été effectués à Nouakchott où je me suis rendue en juillet ;

des visites d'experts ont lieu cette semaine à Niamey et Bamako pour arrêter les mesures à prendre.

En Guinée Conakry, nous saluons une rentrée quasi « normale » après une année de fermeture. **610 élèves** de la maternelle à la terminale (S/ES et L) (pour mémoire : 780 à la rentrée 2009) / 50 enseignants dont 7 expatriés et 10 résidents.

Ceci a été possible grâce à une aide de l'AEFE de 350.000 € pour couvrir les dépenses de l'établissement liées à cette fermeture / réouverture (billets avion enseignants / salaire des personnels RL pendant la période de fermeture / frais de gardiennage).

A Abidjan, nous nous réjouissons de la réouverture de l'école Jacques Prévert : La rentrée des classes s'est effectuée avec **402 élèves** de la petite section au CM2 et 17 enseignants dont 8 titulaires, tandis que le lycée Blaise Pascal compte 1300 élèves et 101 enseignants.

Avec la remise des « clés » par le Président Gbagbo à l'Ambassadeur de France le 31 août, nous pouvons penser que le dossier « foncier » est en cours de règlement définitif : la production du titre définitif de propriété permettra la vente officielle et le remboursement à l'ANEFE des fonds engagés.

A Kigali, malgré un léger retard l'établissement comme prévu va rouvrir (vraisemblablement la 3^{ème} semaine de septembre). Tout s'est passé dans un laps de temps très court depuis l'annonce du rétablissement de nos relations diplomatiques et l'installation du nouvel Ambassadeur. Ceci grâce à un double effort financier : Travaux : toiture (désamiantage) + peinture + rénovation de l'ensemble effectués pendant l'été grâce aux 130.000 € versés par le MAEE, l'équipement (mobilier / matériel ...) et le démarrage de l'établissement ayant été financés par une aide de 50.000 € versés par l'AEFE.

Y sont attendus environ **200 élèves** de la maternelle à la terminale (la plupart des élèves en 1^{er} degré, une vingtaine sur collège et lycée).

EN HAÏTI

Un point sur le Lycée d'Haïti s'impose : il accueille 690 élèves, soit une vingtaine de moins qu'avant le séisme. Cinq postes d'enseignants n'ont pu être pourvus et la nouvelle proviseure, Mme GIMENEZ, s'emploie à trouver des solutions localement. Nous avons octroyé, à la demande de l'établissement, une subvention exceptionnelle de 67 000€ afin de cofinancer les travaux de mise en sécurité et les nombreuses dépenses générées par le séisme. L'agence a impulsé un appel aux dons du réseau lequel a généré une remontée de 105 000€ à la fin du mois de juillet.

Par ailleurs, l'agence a exonéré totalement l'établissement de l'ensemble des remontées habituellement effectuées au titre de l'année civile 2010. Ces exonérations concernent : la participation au salaire des résidents, l'ISVL servie à ces mêmes résidents, la contribution des 6 % pour l'année civile 2010, les éventuelles HSA et HSE des personnels enseignants (environ 200 000€).

2.4. LES NOUVEAUTES

Mais cette rentrée est aussi marquée, dans nos établissements, par toute une série d'évènements qui méritent d'être signalés.

1) Sur le front de l'immobilier d'abord :

Permettez moi de citer quelques-uns des projets les plus emblématiques.

Du côté des EGD, nous saluons deux nouvelles installations :

- à **Dakar** où se terminent les travaux du nouveau lycée prévu pour 2.400 élèves, sur le site même de l'ancien lycée,
- à **Ho Chi MinhVille** où la rentrée s'est faite sans difficulté s'installe dans le nouveau lycée prévu pour 800 élèves au nord de la ville.

Les travaux sont engagés à **Bruxelles** où nous construisons **un gymnase et un centre de documentation**, à **Francfort** où nous construisons une extension d'une dizaine de classes, à Marrakech et à Rabat où un gymnase et un CDI seront livrés en début d'année prochaine.

Le marché pour la construction de l'école primaire à Alger vient d'être signé et des appel d'offres pour les travaux sont en cours à Madrid pour l'extension de l'école St Exupéry et au Caire pour la construction du lycée.

Les études se poursuivent pour les projets d'**Amman** où nous allons construire pour le compte de l'APE. Nous venons de choisir à la suite d'un concours d'architecture un projet d'extension pour le lycée **Théodore Monod de Nouakchott** et nous allons lancer trois nouveaux concours : à **Sousse** pour la reconstruction du collège Charles Nicolle, à **Ankara** pour la reconstruction de la maternelle sur le site de l'Ambassade, et à **Bruxelles** pour la construction de la maternelle sur le terrain que nous achetons à la commune de St Gilles.

Nous avons acquis en juin dernier les locaux du lycée Van Gogh de La Haye et finalisons l'acquisition de l'école Jacques Prévert à Abidjan. Nous cherchons aussi des terrains à Hanoi, à Vientiane et à Tananarive.

Deux projets sont dans l'attente d'un feu vert des autorités locales. Il s'agit du projet de Pékin dont nous attendons impatiemment l'accord de la municipalité sur le classement et la constructibilité du terrain, et Vienne où le projet de rénovation et d'extension du studio Molière est dans la même situation.

Toutes ces opérations sont financées par l'Agence. L'Etat de son côté a terminé quelques projets, notamment la rénovation d'un des pavillons du lycée Chateaubriand sur le site de la villa Strohl Fern à Rome et la rénovation du lycée français de Pondichéry (avec intervention de l'Agence pour permettre de terminer les laboratoires de sciences.)

Les établissements conventionnés sont également très actifs et l'actualité immobilière est pour eux aussi très chargée.

La rentrée se fait dans de nouveaux locaux à Vilnius, à Panama, à Tbilissi...

Les travaux de construction du nouveau lycée de **Brasilia** sur le terrain acheté par l'Agence vont démarrer prochainement, de même que les travaux de rénovation du site de **Kentishtown** à Londres. Ceci pour ne citer que les projets les plus importants car de nombreux travaux sont en cours dans les établissements du réseau conventionné.

Je ne voudrais pas oublier le projet de **Tokyo** dont le montage sera finalisé à l'automne. Ce projet conduira cet établissement à s'installer avant la rentrée 2012 sur le site de Takinogawa dans des locaux bien plus fonctionnels et spacieux qu'actuellement.

Enfin, la réflexion et les recherches se poursuivent dans les nombreux établissements conventionnés qui ont besoin de se rénover, de s'étendre ou de se relocaliser.

2) sur le front pédagogique :

Je l'ai dit, la qualité pédagogique est au cœur du POS. Le travail engagé avec l'aide de l'IGEN l'an passé a permis de mettre au point un document de travail sur les filières bilingues.

Le réseau est beaucoup plus performant qu'on ne le croit dans le domaine des **langues** ; ce dont nous avons besoin aujourd'hui c'est d'une approche plus systématique,

plus organisée. L'équipe des IA -IPR est pleinement mobilisée autour de cet objectif avec le souci d'élaborer des outils performants pour les établissements.

Quelques mots sur **FLAM** pour indiquer que le calendrier de versement des subventions sera nettement plus satisfaisant que l'an passé. Si, comme certains le souhaitent, les notifications devaient intervenir avant l'été, il suffirait d'avancer la date de transmission des dossiers à l'agence, mais en ayant à l'esprit l'impact en amont sur le temps dont disposent les associations pour les constituer.

Je voudrais dire un mot sous ce chapitre des **manifestations phares organisées dans le cadre du 20ème anniversaire de l'Agence.**

Car au delà du caractère festif de ces manifestations, leur dimension pédagogique mérite d'être soulignée. Elle a été travaillée avec soin et ce sont des projets fédérateurs sur le long terme.

- Le rassemblement à Bruxelles, au Parlement européen des délégués lycéens de 17 Etats membres de l'UE qui ont mené un travail approfondi de comparaison de la fonction de délégué dans les différents systèmes éducatifs de leur pays de résidence.
- la Coupe du monde de foot à Johannesburg qui a été non seulement l'occasion pour les élèves de 24 établissements du réseau de se retrouver pour un tournoi sportif, mais aussi de découvrir ensemble l'histoire de ce pays ;
 - « Femmes de la Méditerranée » réunit les établissements du réseau et Académies du pourtour méditerranéen autour d'une étude de la place de la femme dans chacune des sociétés du pourtour méditerranéen.
- Enfin, « Escrime toi pour 2010 » permettra à de jeunes escrimeurs du réseau de participer aux championnats du monde à Paris, en novembre.

Si vous le permettez, je terminerai ce tour d'horizon forcément incomplet par un mot sur les **Anciens élèves** :

L'association mondiale qui fédère les associations existantes a été créée le 10 avril ; elle a tenu son premier CA le 9 juillet et je remercie le Sénateur Ferrand d'y avoir participé pour leur témoigner son soutien et les encourager à rechercher par eux-mêmes les moyens de leur indépendance. Ils préparent leur prochain Forum mondial qui se tiendra le 23 avril 2011 à Casablanca.

Je vous remercie de votre attention.